



Le Président
du Conseil Exécutif

Serge LETCHIMY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. Sébastien LECORNU
Ministre des Outre-mer

M. Olivier VERAN
Ministre des Solidarités et de la Santé

*Fort-de-France,
Le 11 août 2021*

Objet : Appel à une réponse exceptionnelle face à la situation de crise sanitaire et hospitalière en Martinique

Messieurs les ministres,

J'ai été destinataire, à l'instar de l'ensemble de mes collègues élus de Martinique et de Guadeloupe, d'une lettre que vous avez souhaité nous adresser dans le cadre de la crise COVID, en amont de votre venue sur nos territoires.

En premier lieu, il me revient, en tant que Président du Conseil Exécutif de Martinique, de dire ma reconnaissance et à travers moi celle du peuple martiniquais, aux professionnels de santé et membres des équipes médicales et soignantes qui sont mobilisées depuis plusieurs semaines déjà sur le front de la lutte contre le virus. Vous le savez, j'ai pu constater à leur contact, les difficultés auxquelles ils doivent faire face, leur détresse et parfois même leur désolation. Ils m'ont dit que la vocation qui avait été la leur en rejoignant le milieu médical provenait d'une envie profonde d'aider et de sauver des vies. Jamais toutefois n'avaient-ils imaginé qu'ils devraient vivre une situation où ils doivent compter les morts et trier parmi les patients. Je tiens à leur redire mon admiration. Nous leur sommes redevables.

Comme je l'avais dit au Premier ministre, la mobilisation de l'Etat et du Gouvernement en appui des forces locales est salutaire dans la réponse à la crise sanitaire. Au 16 août, vous vous êtes engagés à déployer vingt lits supplémentaires pour des Martiniquaises et Martiniquais. Cet effort logistique est nécessairement complémentaire de la solidarité des autres régions de France dans le déploiement des ressources humaines qui viendront renforcer nos personnels soignants au niveau local.

En venant sur notre territoire, vous y constaterez que la mobilisation des acteurs publics locaux est réelle. Pour ce qui est de la Collectivité Territoriale de Martinique que je préside, nous avons mobilisé 250.000€ pour l'appui aux structures associatives participant à l'écoute des personnes isolées et à la campagne de santé publique sur la vaccination et la promotion des gestes barrières. De même, la CTM entend financer 17 opérations au bénéfice du CHUM pour un volume total de 142 M€ de FEDER et FSE sur des équipements de haute technologie médicale, le financement des surcoûts de rémunération pour les personnels en charge des malades COVID

et leurs équipements de protection. Au total, sur le seul volet « COVID », 21 M€ ont été programmés. Nous avons décidé de débloquer une somme de 8 M€ d'avances pour venir en aide au CHUM à très court terme.

Dans l'effort en personnel, sachez que mes services étudient actuellement les possibilités de mobilisation des centres médico-sociaux et PMI ainsi que d'une partie de leur personnel médical et médico-social en appui de l'effort vaccinal.

La CTM prend sa part. Et elle n'est pas seule à prendre ses responsabilités : les CCAS des communes sont aux côtés de la population et des plus vulnérables, les chambres consulaires participent au maintien du lien avec notre tissu local d'entreprises fortement impacté par les conséquences des mesures de prévention que vous avez, avec justesse, prises.

En appelant la population à se faire vacciner, je n'ai pas fait le choix du consensus ni de la lâcheté. Je sais qu'une part de la population y reste défavorable. Mais j'ai fait le choix de la responsabilité. Ma conscience m'oblige à dire l'urgence de protéger nos plus vulnérables, nos aînés et nos jeunes. Voir ses propres compatriotes dans des sacs ou à l'agonie, ces mêmes compatriotes qu'on a eu plaisir à rencontrer dans les communes ou dans des moments de fête, cela vous oblige. Ce moment grave que nous vivons appelle de chacun de nous solidarité et responsabilité.

Aussi, au vu de la gravité de la situation, il me semble désormais nécessaire de franchir une nouvelle étape dans la lutte contre le virus en mettant en place un hôpital militaire de campagne annexé au CHUM, avec une capacité de lits encore plus importante que celle que nous avons connue jusqu'ici. A l'instar de l'hôpital d'une trentaine de places érigé en huit jours à Mulhouse pour répondre à la situation que connaissait le Grand-Est, il semble aujourd'hui indispensable qu'un tel équipement soit monté en Martinique. La situation de crise actuelle vient en effet souligner la précarité et la vulnérabilité structurelles que connaît notre système hospitalier depuis plusieurs années.

Avec 50 personnes en réanimation et 340 en hospitalisation pour 360.000 habitants, notre situation est proportionnellement trois fois pire que celle que connaissait Mulhouse à l'époque de la mise en place de cet hôpital. Une vingtaine de personnes attend actuellement une place en réanimation COVID, contre une disponibilité supplémentaire annoncée de 10 places. La situation s'aggrave puisque nous recevons aux urgences 70 nouvelles personnes malades par jour. Par ailleurs, il demeure une incertitude sur la mise en place effective des lits supplémentaires annoncés pour la mi-août. La situation exceptionnelle que nous connaissons requiert des moyens exceptionnels, les médecins parlant eux-mêmes de « médecine de guerre ».

La situation actuelle est intenable. Des Martiniquaises meurent. Des Martiniquais meurent.

Je vous exhorte donc à prendre lors de votre déplacement des engagements forts pour notre territoire, à la hauteur de la situation que nous connaissons.

Dans l'attente de pouvoir en discuter avec vous lors de votre passage, Messieurs les ministres, je vous prie d'agréer l'expression de mes salutations distinguées.


Serge LETCHIMY
Président du Conseil Exécutif de Martinique

